

Geschäftsverzeichnisnr. 7313
Entscheid Nr. 138/2021 vom 14. Oktober 2021

ENTSCHEID

In Sachen : Klage auf Nichtigkeitklärung von Artikel 2 des Gesetzes vom 5. Mai 2019 « zur Einfügung eines Artikels 55*bis* über den Rückfall in das Strafgesetzbuch », erhoben von der VoG « Ligue des droits humains ».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten P. Nihoul und L. Lavrysen, den Richtern J.-P. Moerman, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne, D. Pieters und S. de Bethune, und dem emeritierten Präsidenten F. Daoût gemäß Artikel 60*bis* des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschant, unter dem Vorsitz des emeritierten Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

*

* *

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 27. November 2019 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 29. November 2019 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG « Ligue des droits humains », unterstützt und vertreten durch RA N. Cohen, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 2 des Gesetzes vom 5. Mai 2019 « zur Einfügung eines Artikels 55*bis* über den Rückfall in das Strafgesetzbuch » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 28. Mai 2019, zweite Ausgabe).

Der Ministerrat, unterstützt und vertreten durch RA S. Depré, RA E. de Lophem und RA M. Chomé, in Brüssel zugelassen, hat einen Schriftsatz eingereicht und die klagende Partei hat einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 30. Juni 2021 hat der Gerichtshof nach Anhörung der referierenden Richter M. Pâques und Y. Kherbache beschlossen, dass die Rechtssache verhandlungsreif ist, dass keine Sitzung abgehalten wird, außer wenn eine Partei innerhalb von sieben Tagen nach Erhalt der Notifizierung dieser Anordnung einen Antrag auf Anhörung eingereicht hat, und dass vorbehaltlich eines solchen Antrags die Verhandlung am 14. Juli 2021 geschlossen und die Rechtssache zur Beratung gestellt wird.

Da keine Sitzung beantragt wurde, wurde die Rechtssache am 14. Juli 2021 zur Beratung gestellt.

Die Vorschriften des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, die sich auf das Verfahren und den Sprachgebrauch beziehen, wurden zur Anwendung gebracht.

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtene Bestimmung und deren Kontext

B.1.1. Die Nichtigkeitsklage ist gegen Artikel 2 des Gesetzes vom 5. Mai 2019 « zur Einfügung eines Artikels 55*bis* über den Rückfall in das Strafgesetzbuch » (nachstehend: Gesetz vom 5. Mai 2019) gerichtet.

B.1.2. Mit der angefochtenen Bestimmung wird eine neue Form des gesetzlichen Rückfalls, der Verbrechensrückfall nach einem Vergehen, eingeführt. Sie bezweckt, dafür zu sorgen, dass niemand im Fall einer Verweisung an den Assisenhof anstelle des

Korrektionalgerichts begünstigt wird, wenn zuvor eine Korrektionalverurteilung ausgesprochen wurde (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3213/002, S. 2; ebenda, DOC 54-3213/003, S. 4).

In beiden Fällen kann nun eine verschärfte Strafe, unabhängig von dem Rechtsprechungsorgan, vor dem der Rechtsunterworfenen erscheint, verhängt werden. Mit der angefochtenen Bestimmung soll außerdem einem Behandlungsunterschied ein Ende gesetzt werden, den der Gerichtshof in Bezug auf die Strafvollstreckung für diskriminierend erklärt hat, und die tatsächliche Anwendung der Bedingung auf Personen, die im Zustand des Rückfalls verurteilt werden, ermöglicht werden, dass sie mindestens zwei Drittel der verhängten Strafe verbüßt haben müssen, um in den Genuss einer bedingten Freilassung zu kommen (ebenda).

Diesbezüglich heißt es in den Vorarbeiten:

« La récidive est réglée par les articles 54 à 57bis du Code pénal. Il y a trois conditions générales pour pouvoir parler de récidive. Premièrement, il doit y avoir eu une condamnation pénale antérieure coulée en force de chose jugée. Deuxièmement, un nouveau délit doit avoir été commis. Enfin, pour donner lieu à une aggravation de la peine, l'état de récidive doit être déterminé par la loi. S'agissant de cette dernière condition, la loi prévoit différentes situations, faisant des distinctions selon la nature de la première condamnation et la nature du délit pour lequel la personne concernée est poursuivie dans une nouvelle affaire pénale. Ainsi, le Code pénal cite les trois cas suivants : crime sur crime (article 54 Code pénal), délit sur crime (article 56, alinéa 1er, Code pénal) et délit sur délit (article 56, alinéa 2, Code pénal). La situation de crime sur délit n'est pas réglementée par la loi. Cela signifie non seulement que le juge ne peut pas prononcer une peine plus lourde pour récidive lorsqu'il condamne le crime, mais cela a également des conséquences importantes pour l'exécution de la peine.

Ainsi, en ce qui concerne les conditions de temps pour entrer en ligne de compte pour une libération conditionnelle, le fait que la personne condamnée est ou non en état de récidive est déterminant. Si la personne condamnée se trouve dans l'un des cas de récidive légale décrits, il ne pourra bénéficier de la libération conditionnelle qu'après avoir purgé les deux tiers de sa peine (article 25, § 2, b), de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, ci-après dénommée ' loi sur le statut juridique externe ' ou ' LSJE '). S'il n'y a pas de récidive légale, la personne condamnée peut déjà être libérée sous condition après un tiers de sa peine (article 25, § 2, a) LSJE).

La Cour constitutionnelle a toutefois considéré à diverses reprises que cette distinction peut être source de discrimination. Dans son arrêt n° 185/2014 du 18 décembre 2014, la Cour s'est prononcée sur la situation d'une personne condamnée – après correctionnalisation – par le tribunal correctionnel du chef de tentative d'assassinat, qui se trouvait en état de récidive légale au sens de l'article 56, alinéa 2, du Code pénal et ne pouvait entrer en considération pour une libération conditionnelle qu'après avoir purgé deux tiers de sa peine. Si cette personne avait été

condamnée pour le même crime à une peine criminelle, elle aurait pu bénéficier d'une libération conditionnelle après avoir purgé un tiers de sa peine. La Cour constitutionnelle a constaté la violation des articles 10 et 11 de la Constitution et invité le législateur à mettre fin à cette discrimination pour le 31 juillet 2015 au plus tard. Le législateur n'a toutefois pas encore remédié à cette inconstitutionnalité.

La Cour constitutionnelle parvient à la même conclusion dans un arrêt récent du 7 février 2018 :

‘ La différence de traitement en cause qui consiste à retenir un seuil d’admissibilité à la libération conditionnelle plus sévère pour les personnes condamnées par une juridiction correctionnelle, en état de récidive légale, à une peine d’emprisonnement du chef d’un crime punissable de la peine de réclusion de cinq à dix ans correctionnalisé ou d’un délit, est dépourvue de justification raisonnable.

En effet, elle a pour conséquence qu’il n’est pas garanti que l’échelle des peines est respectée au stade de l’exécution des peines dès lors que les condamnés en état de récidive légale à une peine d’emprisonnement pour un fait puni plus sévèrement par la loi sont susceptibles d’être admissibles à la libération conditionnelle plus tôt que les condamnés en état de récidive légale à une peine d’emprisonnement pour un fait puni moins sévèrement par la loi. ’

Eu égard à cette jurisprudence de la Cour constitutionnelle et à l’absence d’initiative législative, tous les récidivistes – que la récidive légale ait ou non été constatée dans leur chef – relèvent aujourd’hui en pratique de la règle générale applicable en matière de libération conditionnelle (un tiers de la peine), sauf s’ils sont soumis à l’un des régimes d’exception prévus par l’article 25, § 2, c) à e), de la loi relative au statut juridique externe. Une telle situation est bien entendu contraire à l’intention initiale, qui était d’assortir la libération conditionnelle de conditions de temps plus strictes pour les récidivistes. La présente proposition de loi vise dès lors à remédier à la discrimination constatée par la Cour constitutionnelle de façon à ce que dorénavant, les récidivistes ne puissent dans tous les cas bénéficier d’une libération conditionnelle qu’après avoir purgé deux tiers de leur peine. Dans l’attente d’une réforme globale du Code pénal, nous ne souhaitons pas pour le moment modifier la réglementation relative à la récidive légale. Nous préférons intégrer la situation de la récidive “crime sur délit” dans la loi relative au statut juridique externe elle-même. Si l’on complète la définition de l’“ état de récidive ” figurant à l’article 2, 7°, de cette loi par la catégorie ‘ crime sur délit ’, ce type de récidive relèvera également de l’article 25, § 2, b), de cette loi et il sera donc soumis à la règle des deux tiers, ce qui est plus logique » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3213/001, SS. 4-6; siehe auch *Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3213/003, SS. 3-4).

B.1.3. Die Abänderung sollte sich ursprünglich auf Artikel 2 des Gesetzes vom 17. Mai 2006 « über die externe Rechtsstellung der zu einer Freiheitsstrafe verurteilten Personen und die dem Opfer im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten zuerkannten Rechte » (nachstehend: Gesetz vom 17. Mai 2006) beziehen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3213/001).

In dem Abänderungsantrag, der der angefochtenen Bestimmung zugrunde liegt und dessen Hauptverfasserin erläuterte, dass er denselben Zweck und dieselbe Tragweite wie die Abänderung hat, die in dem ihm vorangegangenen Gesetzesvorschlag erwähnt ist, entschied man sich letztlich für eine Abänderung des Strafgesetzbuches:

« [L']auteure principale [de la proposition de loi] explique que, dans la pratique, en raison de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle et en l'absence de toute initiative législative en la matière, tous les récidivistes entrent désormais déjà en ligne de compte pour une libération conditionnelle après avoir subi un tiers de la peine prononcée, qu'une récidive légale ait été constatée ou non. Dans l'attente d'une réforme générale du Code pénal, la proposition à l'examen vise à remédier d'ores et déjà à cette situation en étendant la définition de la notion d'« état de récidive » telle qu'elle figure dans la loi sur la libération conditionnelle aux cas de récidive de « crime sur délit ». Il existerait ainsi également une disposition légale pour ce type de récidive, auquel s'appliquerait aussi l'obligation d'avoir subi au minimum deux tiers de la peine prononcée avant de pouvoir bénéficier d'une libération conditionnelle.

[L'auteure principale et d'autres membres] présentent *l'amendement n° 1* à cet article (DOC 54-3213/002). L'auteure principale explique que cet amendement a le même objet et la même portée que la modification visée par sa proposition de loi, étant entendu que l'amendement tend à modifier le Code pénal, en y insérant un article *55bis*, au lieu de modifier l'article 2 de la loi du 17 mai 2006.

L'intervenante précise qu'actuellement, la législation ne prévoit aucune peine [lire : aggravation de peine] dans l'hypothèse d'une récidive de crime sur délit. On a toujours pensé que la peine était suffisamment lourde et qu'il y avait suffisamment de marge de manœuvre pour punir la récidive. Alors qu'auparavant, il s'agissait d'un raisonnement logique, ce n'est actuellement plus le cas en raison de tous les instruments de correctionnalisation. La prise en considération de l'état de récidive dans l'exécution de la peine est ainsi mise à mal. Cette problématique a déjà donné lieu à une jurisprudence abondante. Dans un arrêt du 7 février 2018, la Cour constitutionnelle a estimé que la loi Lejeune violait les articles 10 et 11 de la Constitution. La Cour estime que les récidivistes doivent avoir les mêmes chances de bénéficier d'une libération conditionnelle. Selon la Cour, la différence entre un tiers et deux tiers de la peine est discriminatoire et donc anticonstitutionnelle. L'amendement à l'examen tend dès lors à insérer dans le Code pénal une base de récidive dans l'hypothèse d'une récidive de crime sur délit. De cette manière, personne ne sera « avantagé » désormais en cas de renvoi devant une cour d'assises lorsqu'une condamnation correctionnelle a déjà été prononcée antérieurement. L'alourdissement de la peine pourra être infligé indépendamment de la juridiction de comparution. En supprimant cette inégalité dans la phase de fixation de la peine, une lecture combinée des articles concernés dans la cause devant la Cour constitutionnelle ne donne plus lieu à l'inégalité constatée par la Cour constitutionnelle.

L'intervenante fait remarquer qu'en 1888 déjà, la loi Lejeune prévoyait qu'un récidiviste peut être puni plus sévèrement. Depuis lors, la loi a été modifiée plusieurs fois, mais on n'a jamais touché à ce principe de base, à savoir la distinction entre récidive et non-récidive. L'intervenante estime qu'aujourd'hui encore, il importe de maintenir cette distinction. C'est ce à quoi tend son amendement n° 1.

Pour la discussion de cet amendement, elle renvoie également au rapport de la discussion générale de la proposition de loi portant des dispositions diverses en matière pénale et en matière de cultes, DOC 54-3515/005, et au commentaire de l'article 67 de la proposition de loi précitée (DOC 54-3515/001, p. 83 à 89) » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3213/003, SS. 3-4).

B.1.4. Artikel 55*bis* des Strafgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 2 des Gesetzes vom 5. Mai 2019, bestimmt:

« Wer nach einer Verurteilung zu einer Gefängnisstrafe von mindestens einem Jahr und vor Ablauf von fünf Jahren seit der Verbüßung oder Verjährung seiner Strafe ein Verbrechen begeht, das mit Zuchthausstrafe von fünf bis zu zehn Jahren oder mit Haftstrafe von fünf bis zu zehn Jahren bedroht ist, kann zu einer Zuchthausstrafe von zehn bis zu fünfzehn Jahren beziehungsweise zu einer Haftstrafe von zehn bis zu fünfzehn Jahren verurteilt werden.

Ist das Verbrechen mit Zuchthausstrafe von zehn bis zu fünfzehn Jahren oder mit Haftstrafe von zehn bis zu fünfzehn Jahren bedroht, kann der Schuldige zu einer Zuchthausstrafe von fünfzehn bis zu zwanzig Jahren oder zu einer Haftstrafe von fünfzehn bis zu zwanzig Jahren verurteilt werden.

Er wird zu mindestens siebzehn Jahren Zuchthausstrafe beziehungsweise mindestens siebzehn Jahren Haftstrafe verurteilt, wenn das Verbrechen mit Zuchthausstrafe von fünfzehn bis zu zwanzig Jahren oder mit Haftstrafe von fünfzehn bis zu zwanzig Jahren bedroht ist ».

In Bezug auf den ersten Klagegrund

B.2. Die klagende Partei leitet einen ersten Klagegrund ab aus einem Verstoß durch Artikel 2 des Gesetzes vom 5. Mai 2019, insofern er einen neuen Artikel 55*bis* in das Strafgesetzbuch einfügt, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Die klagende Partei macht geltend, dass aufgrund der angefochtenen Bestimmung, insofern sie in ihrem Anwendungsbereich mehrere Fälle von Rückfällen in nicht korrekionalisierte Verbrechen nach einem Vergehen außen vor lasse, mehrere Behandlungsunterschiede bestehen blieben, was das Höchstmaß der Freiheitsstrafe betreffe, die vom Assisenhof, wenn er mildernde Umstände annehme, oder vom Korrekionalgericht nach Korrekionalisierung gegen Personen verhängt werden könne, die wegen eines Verbrechens, das mit Zuchthaus von 15 bis zu 20 Jahren, mit Zuchthaus von 20 bis zu 30 Jahren oder mit einer lebenslänglichen Zuchthausstrafe bestraft wird, verfolgt würden.

Nach Auffassung der klagenden Partei ist das Höchstmaß der Freiheitsstrafen, die vom Korrekionalgericht verhängt werden können, nämlich länger als das Höchstmaß der Freiheitsstrafen, die vom Assisenhof verhängt werden können, was diskriminierend sei, wie der Gerichtshof in seinem Entscheid Nr. 199/2011 vom 22. Dezember 2011 geurteilt habe.

Aus der Darlegung des Klagegrunds lässt sich schließen, dass die fraglichen Verurteilungen Verurteilungen für ein Verbrechen sind, das weniger als fünf Jahre nach der Verbüßung oder Verjährung einer Gefängnisstrafe von mindestens einem Jahr durch die betroffene Person, begangen wurde.

B.3.1. In seinem Entscheid Nr. 193/2011 vom 15. Dezember 2011 hat der Gerichtshof geurteilt:

« Artikel 56 Absatz 2 des Strafgesetzbuches in Verbindung mit Artikel 25 desselben Gesetzbuches und mit Artikel 2 Absätze 1 und 3 des Gesetzes vom 4. Oktober 1867 über die mildernden Umstände verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, allerdings nur insofern, als er es erlaubt, den Beschuldigten, der wegen eines korrekionalisierten Verbrechens, das weniger als fünf Jahre nach der Verbüßung einer Gefängnisstrafe von mindestens einem Jahr oder nach der Verjährung dieser Strafe begangen wurde, an das Korrekionalgericht verwiesen worden ist, zu einer höheren Strafe zu verurteilen als derjenigen, die gegen den Beschuldigten, der wegen desselben, unter den gleichen Umständen begangenen Verbrechens an den Assisenhof verwiesen worden ist, verhängt werden kann ».

B.3.2. In seinem Entscheid Nr. 199/2011 vom 22. Dezember 2011 hat der Gerichtshof geurteilt:

« Artikel 56 Absatz 2 des Strafgesetzbuches in Verbindung mit Artikel 25 desselben Gesetzbuches, mit Artikel 216^{novies} des Strafprozessgesetzbuches und mit Artikel 2 Absätze 1 und 3 des Gesetzes vom 4. Oktober 1867 über die mildernden Umstände verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, allerdings nur insofern, als er es erlaubt, den Beschuldigten, der wegen eines korrekionalisierten Verbrechens, das weniger als fünf Jahre nach der Verbüßung einer Gefängnisstrafe von mindestens einem Jahr oder nach der Verjährung dieser Strafe begangen wurde, an das Korrekionalgericht verwiesen worden ist, zu einer höheren Strafe zu verurteilen als derjenigen, die gegen den Beschuldigten, der wegen desselben, unter den gleichen Umständen begangenen Verbrechens an den Assisenhof, der mildernde Umstände berücksichtigt, verwiesen worden ist, verhängt werden kann ».

B.3.3. Wie der Ministerrat hervorhebt, ergeben sich die von der klagenden Partei angeführten Behandlungsunterschiede nicht aus der angefochtenen Bestimmung, sondern - wie der Gerichtshof in seinen vorerwähnten Entscheiden Nrn. 193/2011 und 199/2011 geurteilt

hat – aus Artikel 56 Absatz 2 des Strafgesetzbuches in Verbindung mit Artikel 25 desselben Gesetzbuches und mit Artikel 2 Absätze 1 und 3 des Gesetzes vom 4. Oktober 1867 « über die mildernden Umstände ».

Mit dem Klagegrund wird der Gerichtshof nämlich gebeten, Personen, die wegen eines Verbrechens verfolgt werden, das weniger als fünf Jahre nach der Verbüßung oder Verjährung einer Gefängnisstrafe von mindestens einem Jahr durch die betroffene Person, begangen wurde und das mit Zuchthaus von 15 bis zu 20 Jahren, mit Zuchthaus von 20 bis zu 30 Jahren oder mit einer lebenslänglichen Zuchthausstrafe bestraft wird, zu vergleichen, je nachdem ob diese Personen an den Assisenhof oder an das Korrekionalgericht verwiesen werden. Der Umstand, dass das Höchstmaß der Freiheitsstrafe, die verhängt werden kann, im Fall des Erscheinens vor dem Korrekionalgericht länger ist als im Fall des Erscheinens vor dem Assisenhof, ergibt sich nicht aus der angefochtenen Bestimmung, auch wenn diese einigen der Behandlungsunterschiede ein Ende setzen sollte, die vom Gerichtshof in seinen Entscheiden Nrn. 193/2011 und 199/2011 für diskriminierend erklärt wurden, sondern aus den vorerwähnten Bestimmungen.

Somit ist es nicht Aufgabe des Gerichtshofes, im Rahmen der hier geprüften Klage zu prüfen, ob die beanstandeten Behandlungsunterschiede im Lichte insbesondere der vorerwähnten Entscheide Nrn. 193/2011 und 199/2011 mit dem Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung vereinbar sind.

B.4. Der erste Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf den zweiten Klagegrund

B.5. Die klagende Partei leitet einen zweiten Klagegrund ab aus einem Verstoß durch Artikel 2 des Gesetzes vom 5. Mai 2019, insofern er einen neuen Artikel 55*bis* in das Strafgesetzbuch einfügt, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung und den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung, indem er zu mehreren Behandlungsunterschiede auf dem Gebiet der Strafvollstreckung führen würde, was den Zeitpunkt der Zulässigkeit einer bedingten Freilassung betreffe.

Die klagende Partei macht geltend, dass die angefochtene Bestimmung zu einem Behandlungsunterschied zwischen den Personen, die nach einer ersten Verurteilung zu einer Kriminalstrafe (Artikel 54 des Strafgesetzbuches) oder innerhalb von fünf Jahren nach der Vollstreckung oder Verjährung einer Gefängnisstrafe von mindestens einem Jahr (Artikel 55*bis* des Strafgesetzbuches) wegen eines Verbrechens, das mit lebenslänglichem Zuchthaus oder mit Zuchthaus von 20 bis zu 30 Jahren bestraft wird, verurteilt werden (erster Fall), und den Personen, die – obgleich sie dieselbe Vorgeschichte haben – wegen eines Vergehens oder eines Verbrechens, das mit höchstens 20 Jahren bestraft wird, verurteilt werden (zweiter Fall), führen würde.

Im ersten Fall befinden sich die Personen nicht im Zustand des Rückfalls im Sinne von Artikel 25 § 2 Buchstabe *b*) des Gesetzes vom 17. Mai 2006 und ihnen kann folglich eine bedingte Freilassung gewährt werden, sobald sie ein Drittel ihrer Strafe verbüßt haben, während sich die Personen im zweiten Fall im Rückfall im Sinne derselben Bestimmung befinden, sodass ihnen nur eine bedingte Freilassung gewährt werden kann, wenn sie zwei Drittel ihrer Strafe verbüßt haben.

B.6.1. In seinem Entscheid Nr. 185/2014 vom 18. Dezember 2014 hat der Gerichtshof geurteilt:

« - Artikel 56 Absatz 2 des Strafgesetzbuches in Verbindung mit Artikel 25 desselben Gesetzbuches, mit Artikel 2 des Gesetzes vom 4. Oktober 1867 über die mildernden Umstände und mit Artikel 25 § 2 Buchstabe *b*) des Gesetzes vom 17. Mai 2006 über die externe Rechtsstellung der zu einer Freiheitsstrafe verurteilten Personen und die dem Opfer im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten zuerkannten Rechte verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, jedoch nur insofern er dazu führt, dass eine Person, die bei Mordversuch wegen eines korrekionalisierten Verbrechens, das weniger als fünf Jahre nach der Verbüßung einer Gefängnisstrafe von mindestens einem Jahr oder nach der Verjährung dieser Strafe begangen wurde, länger von der Möglichkeit einer bedingten Freilassung ausgeschlossen wird als eine Person, die vom Assisenhof wegen desselben, unter den gleichen Umständen begangenen Verbrechens zu einer Kriminalstrafe verurteilt wurde.

- Die Folgen dieser Gesetzesbestimmung werden bis zum Inkrafttreten eines Gesetzes, das dieser Diskriminierung ein Ende setzt, und spätestens bis zum 31. Juli 2015 aufrechterhalten ».

B.6.2. In seinem Entscheid Nr. 102/2017 vom 26. Juli 2017 hat der Gerichtshof geurteilt, dass die im vorerwähnten Entscheid Nr. 185/2014 enthaltene Feststellung eines Verstoßes in Bezug auf das Datum, an dem man für bedingte Freilassung in Betracht kommen kann,

angesichts eines mit Zuchthausstrafe von fünfzehn bis zu zwanzig Jahren bedrohten Verbrechens, das korrekktionalisiert worden ist, übernommen werden kann.

B.6.3. In seinem Entscheid Nr. 15/2018 vom 7. Februar 2018 hat der Gerichtshof geurteilt:

« Artikel 25 § 2 Buchstabe *b*) des Gesetzes vom 17. Mai 2006 ‘ über die externe Rechtsstellung der zu einer Freiheitsstrafe verurteilten Personen und die dem Opfer im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten zuerkannten Rechte ’ in der vor dem vorlegenden Richter geltenden Fassung, in Verbindung mit den Artikeln 25, 56 Absätze 2 und 3 und 80 des Strafgesetzbuches und Artikel 2 des Gesetzes vom 4. Oktober 1867 über die mildernden Umstände verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern er bewirkt, dass einer Person, die von einem Korrekktionalgericht im Zustand des gesetzlichen Rückfalls zu einer Gefängnisstrafe wegen eines Vergehens oder eines korrekktionalisierten Verbrechens verurteilt wurde, das ursprünglich vor seiner Korrekktionalisierung mit einer Zuchthausstrafe von fünf bis zehn Jahren bedroht war, nach Verbüßung von zwei Dritteln ihrer Strafe eine bedingte Freilassung gewährt werden kann, während einer Person, die von einem Korrekktionalgericht im Zustand des gesetzlichen Rückfalls zu einer Gefängnisstrafe wegen eines korrekktionalisierten Verbrechens verurteilt wurde, das ursprünglich vor seiner Korrekktionalisierung mit einer anderen Zuchthausstrafe bedroht war, eine bedingte Freilassung nach Verbüßung von einem Drittel dieser Strafe gewährt werden kann ».

B.6.4. Wie der Ministerrat betont, ergeben sich die von der klagenden Partei angeführten Behandlungsunterschiede nicht unmittelbar aus der angefochtenen Bestimmung, deren Gegenstand es nicht ist, die Bedingungen für die Zulässigkeit der bedingten Freilassung zu regeln.

Die Behandlungsunterschiede ergeben sich aus Artikel 25 § 2 Buchstabe *b*) des Gesetzes vom 17. Mai 2006, insofern er vorsieht, dass die bedingte Freilassung nur gewährt werden kann, insofern der Verurteilte, « wenn im Urteil oder Entscheid, in dem eine Verurteilung ausgesprochen wird, festgestellt wurde, dass [er] sich im Zustand des Rückfalls befand, zwei Drittel dieser Strafen verbüßt hat, ohne dass die Dauer der bereits verbüßten Strafen mehr als vierzehn Jahre beträgt, vorbehaltlich der Anwendung der Artikel 195, Absatz 4 oder 344 Absatz 4 des Strafprozessgesetzbuches » und von Artikel 2 Nr. 7 desselben Gesetzes, der bestimmt, dass zur Anwendung des genannten Gesetzes und seiner Ausführungserlasse unter « Zustand des Rückfalls » der « Rückfall, so wie er durch das Strafgesetzbuch und besondere Strafgesetze definiert wird und wie er in der verurteilenden Entscheidung oder dem Verurteilungsentscheid durch den ausdrücklichen Verweis auf die Verurteilung, auf die der Rückfall gegründet ist, festgehalten worden ist » zu verstehen ist.

Der Umstand, dass der Gesetzgeber durch die Annahme der angefochtenen Bestimmung, die neue Fälle eines Verbrechensrückfalls nach einem Vergehen vorsieht, in deren Rahmen verschärfte Strafen verhängt werden können oder müssen, außerdem beabsichtigte, wie in B.1.2 erwähnt, indirekt einem Behandlungsunterschied ein Ende zu setzen, der vom Gerichtshof in Bezug auf die Strafvollstreckung für diskriminierend erklärt worden war, führt nicht zu einer anderen Schlussfolgerung.

Somit ist es nicht Aufgabe des Gerichtshofes, im Rahmen der hier geprüften Klage zu prüfen, ob die beanstandeten Behandlungsunterschiede im Lichte der vorerwähnten Entscheide Nrn. 185/2014, 102/2017 und 15/2018 mit dem Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung vereinbar sind.

B.7. Der zweite Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

weist die Klage zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 14. Oktober 2021.

Der Kanzler,

Der Präsident,

F. Meersschaut

F. Daoût